

Association SOLTHIS

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 décembre 2013)



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

(Exercice clos le 31 décembre 2013)

Aux Membres
Association SOLTHIS
58, A Rue du Dessous des Berges
75013 PARIS

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'Association SOLTHIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

*PricewaterhouseCoopers Audit SA, 63, rue de Villiers 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex
Téléphone: +33 (0)1 56 57 58 59, Fax: +33 (0)1 56 57 58 60, www.pwc.fr*

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'ordre de Paris - Ile de France. Société de commissariat aux comptes membre de la compagnie régionale de Versailles. Société Anonyme au capital de 2 510 460 €. Siège social : 63, rue de Villiers 92200 Neuilly-sur-Seine. RCS Nanterre 672 006 463. TVA n° FR 76 672 006 463. Siret 672 006 463 00362. Code APE 6920 Z. Bureaux : Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Nantes, Neuilly-Sur-Seine, Nice, Poitiers, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

II - Justification de nos appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 12 juin 2014

Le commissaire aux comptes
PricewaterhouseCoopers Audit



Eric Bertier

ASSOCIATION SOLTHIS

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS 2013

I. BILAN				
ACTIF en K€	Brut	Am/ Dép	Net au 31/12/2013	Net au 31/12/2012
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	25,4	-	25,4	24,7
ACTIF IMMOBILISE	25,4	-	25,4	24,7
Stocks				
Avances et acomptes versés sur commande	-	-	-	0,5
Subventions à recevoir	86,0	-	86,0	21,7
Créances fiscales	19,1	-	19,1	3,7
Autres créances	6,3	-	6,3	7,7
Valeurs mobilières de placement	55,0	-	55,0	55,0
Disponibilités	963,3	-	963,3	482,2
Charges constatées d'avance	109,9	-	109,9	75,4
ACTIF CIRCULANT	1 239,6	-	1 239,6	646,1
Ecart de conversion - Actif	3,7	-	3,7	
COMPTES DE REGULARISATION	3,7	-	3,7	-
TOTAL ACTIF	1 268,7	-	1 268,7	670,8

PASSIF en K€	31/12/2013	31/12/2012
Réserves réglementées		
Autres réserves	316,0	319,1
Report à nouveau	-	-
RESULTAT DE L'EXERCICE	4,1	3,2
Subvention d'investissement		
FONDS PROPRES	320,1	316,0
Fonds dédiés sur subventions	313,7	126,0
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES	313,7	126,0
Découverts et concours bancaires	-	0,0
Dettes fournisseurs	39,4	64,7
Dettes fiscales et sociales	101,2	91,0
Autres dettes	4,2	6,1
Produits constatés d'avance	489,1	66,9
DETTES	634,0	228,8
Ecart de conversion - Passif	0,9	-
COMPTES DE REGULARISATION	0,9	-
TOTAL DU PASSIF	1 268,7	670,8

II. COMPTE DE RESULTAT

Compte de Résultat en K€	Du 01/01/2013 au 31/12/2013 12 mois	Du 01/01/2012 au 31/12/2012 12 mois	Variation	Variation %age
Prestation de service	10,8	-	10,8	N/A
Subvention d'exploitation	3 308,0	2 712,9	595,1	22%
Reprises et Transferts de charge	13,4	10,5	2,9	28%
Cotisations	0,1	0,0	0,0	100%
Produits d'exploitation	3 332,3	2 723,4	608,9	22%
Achats de matières premières	-	0,6	- 0,6	-100%
Autres achats non stockés et charges externes	1 567,1	1 392,1	175,0	13%
Impôts et taxes	74,5	53,3	21,2	40%
Salaires et Traitements	1 100,8	951,3	149,5	16%
Charges sociales	374,6	350,8	23,8	7%
Amortissements et provisions	10,0	-	10,0	N/A
Autres charges	6,1	0,5	5,6	1071%
Charges d'exploitation	3 133,1	2 748,5	384,5	14%
RESULTAT D'EXPLOITATION	199,3	25,1	224,4	-893%
Produits financiers	1,9	3,9	- 2,1	-53%
Charges financières	19,1	7,1	12,0	169%
Résultat financier	- 17,2	- 3,2	- 14,1	445%
RESULTAT COURANT	182,1	28,3	210,4	-743%
Produits exceptionnels	9,8	-	9,8	N/A
Charges exceptionnels	-	174,0	- 174,0	-100%
Résultat exceptionnel	9,8	- 174,0	183,8	-106%
Report des ressources non utilisées	126,0	325,2	- 199,1	-61%
Engagements à réaliser	313,7	126,0	187,7	149%
EXCEDENT OU DEFICIT	4,1	3,2	7,3	-230%

III. DETAIL DU PROJET ASSOCIATIF ET DE SON FINANCEMENT

L'association Solthis est une association médicale à but non lucratif régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901. Créée en 2003, l'association est reconnue d'utilité publique.

Elle œuvre au renforcement du système de santé des pays où elle intervient, pour leur permettre d'offrir une prise en charge médicale de qualité, accessible et pérenne aux personnes touchées par le VIH/sida.

L'association est majoritairement financée par la Fondation Bettencourt-Schueller depuis sa création en 2003. Depuis 2009, Solthis a entamé la diversification de ses sources de financement et fait ainsi appel à des bailleurs institutionnels tels que le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, l'Initiative 5%, mise en œuvre par France Expertise Internationale (FEI) et pilotée par le Ministère français des Affaires Etrangères, la Mairie de Paris...

En 2013 l'association est présente dans quatre pays d'intervention : la Guinée, le Mali, le Niger et la Sierra Leone.

IV. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Les activités de l'association ont atteint en 2013 un total de dépenses engagées de 3 153 803€ (avant report à nouveau des fonds dédiés non utilisés), affichant une croissance de 14% par rapport à l'exercice 2012.

L'année 2013 a été marquée par une diversification accentuée des sources de financement mis à disposition de l'association, notamment grâce au démarrage du projet CASSIS, financé par l'Initiative 5% pour un montant signé de 1 485 000€ (en co-financement avec la Fondation Bettencourt Schueller). Ce projet a été initié en Guinée et au Niger et vise à améliorer l'accès aux soins et le système d'information sanitaire des programmes VIH/sida financés par le Fonds Mondial dans ces pays.

L'amélioration du contexte sécuritaire au Mali a permis la reprise des activités des équipes sur le terrain.

L'association a également procédé, à compter du 01/01/2013 au changement du logiciel comptable sur les terrains d'intervention. Le logiciel Saga a été déployé afin de permettre un suivi analytique rigoureux des dépenses engagées sur les différentes subventions de fonctionnement.

V. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture n'a été constaté.

VI. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptable d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

VII. NOTES SUR LE BILAN

NOTE1. IMMOBILISATION CORPORELLES ET INCORPORELLES

Depuis l'exercice 2011, les constructions, installations et autres investissements faits pour le compte de nos partenaires ne sont plus comptabilisés à l'actif du bilan, mais sont constatés dans un compte de charge (dons d'exploitation) dans le compte de résultat ; dans la mesure où ils n'ont pas vocation à être conservés.

Depuis la clôture 2012, les biens d'équipement acquis par l'association sur ces terrains d'intervention et au siège, ne sont plus comptabilisés à l'actif du bilan afin de permettre une lecture plus compréhensible du poste « fonds dédiés ».

Au 31 décembre 2013, le solde des immobilisations concernent des dépôts et cautionnement pour un montant de 24.7 K€.

NOTE2. HONORAIRES COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes pour la clôture de l'exercice 2013 s'élève à 8.5 K€ HT.

NOTE3. STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. (PEPS)
L'association ne détient aucun stock au 31/12/2013.

NOTE4. CREANCES D'EXPLOITATION

- **Subventions à recevoir**

Les produits des subventions institutionnelles sont constatés à hauteur des charges engagées sur l'exercice. La différence entre les encaissements reçus et le montant des produits constatés est comptabilisée en subvention à recevoir.

Les périodes d'éligibilité mentionnées dans les contrats de financement institutionnels signés n'étant pas extensibles, l'association ne reconnaît à l'actif du bilan que les créances effectivement contractées au regard des dépenses engagées, par mesure de prudence.

La différence entre les encaissements reçus et les dépenses effectivement engagées est comptabilisée au passif du bilan en produits constatés d'avance (cf Note 10).

Sur l'exercice 2013, 8K€ de créances contractées vis à vis du Fonds Mondial sur l'exercice 2012 ont été passées en perte et financées sur la dotation annuelle de la Fondation Bettencourt-Schuëller.

Détail des subventions à recevoir :

Bailleur	Projet	Subvention à recevoir en K€
Fonds Mondial	Mali / Phase 2 Round 7	13,0
Fonds Mondial	Mali / Phase 2 Round 8	38,6
Fonds Mondial	Niger / Phase 2 Round 7	10,3
Initiative 5% / FEI	Madagascar	10,2
Initiative 5% / FEI	Burkina Faso	10,8
London School of Hygiene and Tropical Medicine	Rémunération du personnel soignant	2,5
Autre		0,4
Total		86,0

- **Créance fiscale**

Solthis a comptabilisé au 31/12/2013 une créance de 19 K€ sur la taxe sur les salaires suite à la révision des taux au 29/12/2013 ayant un effet rétroactif au 01/01/2013.

- **Autres créances**

Les autres créances concernent pour la majorité les crédits restants sur les cartes de carburant utilisées dans nos pays d'intervention.

NOTE5. TRESORERIE

- **Valeurs mobilières de placement**

Elles correspondent à des SICAV valorisées au 31/12/2013 à 54.997€.

Pas de moins value latente à constater à la clôture.

Cette créance a une échéance à plus d'un an.

- **Disponibilités**

Les soldes des banques et caisses ont été valorisés aux taux de clôture du 31/12/2013.

NOTE6. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance concernent exclusivement des charges de fonctionnement : loyer des bureaux et maison du personnel expatrié, assurance...

Ces créances ont une échéance à moins d'un an.

Détail des charges constatées d'avance :

Charges constatées d'avance en K€	31/12/2013
CCA Sierra Leone	50,6
CCA Niger	5,0
CCA Guinée	27,2
CCA Siège	27,1
Total	109,9

NOTE7. FONDS PROPRES**Tableau de passage des Fonds propres**

Fonds propres en K€	31/12/2012	Affectation du résultat 2012	31/12/2013
Autres réserves	319,1	- 3,2	316,0
Total	319,1	- 3,2	316,0

NOTE8. FONDS DEDIES

Les fonds dédiés sont comptabilisés en conformité avec le CRC99-01. La partie non utilisée des ressources affectées à des projets définis par les donateurs est inscrite en charge en « Engagements à réaliser » avec comme contrepartie au passif le poste de « Fonds dédiés ». Le montant des fonds dédiés est repris, au fur et à mesure de l'utilisation des fonds en « Report des ressources non utilisées ».

Seuls les soldes non utilisés de la subvention annuelle attribuée par la Fondation Bettencourt-Schueller sont considérés comme des Fonds Dédiés, compte tenu de leur affectation au financement de projets spécifiques et de leur échéance à plus d'un an.

Les dettes et créances constatées sur les autres conventions de financements institutionnels sont comptabilisées en actif et passif à court terme (moins d'un an).

Tableau de passage des Fonds Dédiés : dotation annuelle

Fonds dédiés en K€	Montant en début d'exercice	Subvention reçue de la Fondation Bettencourt- Schueller en 2013	Cession/ Remboursement d'actifs financés sur les fonds de la Fondation Bettencourt Schueller	Dépenses engagées sur la subvention en 2013	R.A.N.U * 31/12/2013
Fonds dédiés Fondation Bettencourt-Schueller	126,0	2 614,7	24,5	2 451,5	313,7
Total	126,0	2 614,7	24,5	2 451,5	313,7

*' : R.A.N.U : Ressources Affectées Non Utilisées

NOTE9. DETTES DE FONCTIONNEMENT

- **Dettes fournisseurs**

Ces dettes concernent des dettes de fonctionnement et correspondent à des factures non parvenues. Elles ont été comptabilisées pour le compte du siège et des terrains.

Ces dettes ont toutes une échéance à moins d'un an.

Factures non parvenues en K€	31/12/2013
FNP Siège	31,0
FNP Mali	3,4
FNP Niger	1,2
FNP Guinée	1,3
FNP Sierra Leone	2,5
Total	39,4

- **Dettes fiscales et sociales**

Ce poste se compose de la provision pour congés payés pour les salariés sous contrat de droit français et des autres dettes sociales et fiscales dues au titre du 4eme trimestre 2013 (URSSAF, cotisation pour la formation professionnelle...).

Ces dettes ont toutes une échéance à moins d'un an.

Dettes fiscales et sociales en K€	31/12/2013
Provision congés payés: Salaire brut	30,6
Provision congés payés:Charges sociales	16,4
Autres dettes	54,2
Total	101,2

Tableau de passage de la provision pour congés payés

Provision CP en K€	31/12/2012	Dotation	Reprise	31/12/2013
Provision congés payés: Salaire brut	32,5	-	1,9	30,6
Provision congés payés:Charges sociales	15,6	0,8	-	16,4
Total	48,1	0,8	1,9	47,0

NOTE10. PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Détail des produits constatés d'avance

Bailleur	Projet	Produit constaté d'avance en K€
Mairie de Paris	Guinée/ Conakry	50,0
Initiative 5%/ FEI	CASSIS- Niger & Guinée	317,7
Fonds Mondial /CISLS	TB VIH	0,1
SIDACTION	Mali	3,8
Intervida	Mali- Education Pour la Santé	3,1
UNITAID	Guinée - OPP'ERA	32,0
Charity Aid Foundation	Plaidoyer Fonds Mondial	82,8
Total		489,1

NOTE 11. OPERATIONS EN DEVISES

- **Taux de change**

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euro converti au taux du premier jour du mois.

Cette méthode de conversion a engendré la constatation de 18 K€ de pertes de change liées aux opérations de conversion de l'euro en devises (pour les devises à cours fluctuant, ie Franc Guinéen, Dollar US et Leone Sierra-Léonais).

- **Comptes de régularisation**

Les écarts de conversion actifs et passifs constatés à la clôture concernent la réévaluation des dettes et créances ainsi que des soldes des comptes bancaires au 31/12/2013 contractées en Franc Guinéen, en Leone Sierra Léonais et en Dollar US.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques.

VIII. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

NOTE12. PRODUITS D'EXPLOITATION

- **Prestations de service**

Solthis a mis en œuvre sur l'exercice 2013 une mission d'expertise répondant à un besoin exprimé par le Ministère de la Santé du Burkina Faso et financé par l'Initiative 5% pour un montant de 10.8 K€.

- **Subvention d'exploitation**

- **Financements institutionnels**

Les financements des bailleurs de fonds institutionnels publics et d'autres organismes privés sont comptabilisés dans le compte de résultat, à hauteur des dépenses éligibles engagées dans le cadre des contrats. La part de financement attribuée, non consommée et non reçue en fin d'exercice est inscrite en hors-bilan, en « engagements reçus ».

- **Subvention reçue de la Fondation Bettencourt-Schueller**

Est comptabilisé en produit de la subvention le montant encaissé de la subvention à hauteur des charges engagées. A la clôture, le montant de la subvention reçue n'ayant pas fait l'objet d'une utilisation est reporté en « Fonds dédiés ».

- **Subvention reçue du Fonds Mondial en « paiement direct »**

Les programmes Mali et Niger ont bénéficié sur l'exercice 2013 de subventions accordées par le Fonds Mondial. Ces subventions sont implémentées selon le principe du paiement direct : aucune liquidité ne transite par les comptes bancaires de l'association (exception faite des frais administratifs). Les produits relatifs à cette subvention ont été comptabilisés dans les états financiers de l'association à hauteur des charges déclarées par l'agent payeur (PNUD : Programme des Nations Unis pour le Développement).

Détail des subventions reçues :

Bailleur	Projet	Subvention en K€
Fondation Bettencourt-Schueller		2 614,7
Initiative 5%/ FEI	CASSIS/ Guinée - Niger	412,7
Fonds Mondial	Mali	127,4
Mairie de Paris	Guinée/ Conakry	50,0
Intervida	Mali- Education pour la santé	23,2
Fonds Mondial	Niger/ Assistance technique	22,1
London School of Hygiene and Tropical Medicine	Sierra Leone	21,6
Initiative 5%/ FEI	Madagascar	17,2
Fonds Mondial	Niger/ VIH-Tuberculose	4,7
UNITAID	OPP'ERA/ Guinée	9,4
SIDACTION	Mali	3,4
Autre		1,6
Total		3 308,0

- **Reprises et Transferts de charge**

Les produits constatés en transferts de charge sur l'exercice 2013 concernent le remboursement d'une prime d'assurance perçue suite au vol d'un véhicule en Sierra Leone pour un montant de 13.4 K€.

- **Cotisations**

80€ ont été perçue au titre des cotisations des adhérents.

NOTE13. CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation connaissent sur 2013 une augmentation de 13% principalement liée à l'implémentation à compter du premier trimestre 2013 du projet CASSIS au Niger et en Guinée.

Charges d'exploitation en K€	2 012	2 013	Variation	%age
Location, assurance et intendance	627,4	512,8	114,5	22%
Missions et déplacement	497,2	404,6	92,6	23%
Honoraire & Publication	275,0	196,1	78,9	40%
Achat d'équipement et matériel	128,0	151,0	23,0	-15%
Dons et subventions	33,0	95,1	62,1	-65%
Formation du personnel et partenaires	0,8	32,5	31,7	-98%
Médicaments et Laboratoire	5,8	0,6	5,2	837%
Total	1 567,1	1 392,7	174,4	13%

- **Location, assurance et intendance**

Cette variation est liée principalement à l'augmentation du nombre de logements loués par l'association pour les expatriés travaillant pour l'association, aux frais d'assurance inhérents, coût d'électricité et de carburant des générateurs. La location de la salle ayant accueilli les conférences des trois journées scientifiques est également comptabilisée dans ce poste.

- **Missions et déplacement**

La mise en œuvre du projet CASSIS (nécessitant un grand nombre de déplacements en région –Guinée et Niger), les missions d'assistance technique réalisées au Burkina Faso et à Madagascar ainsi que l'augmentation du nombre de salariés expatriés ont induit une augmentation de 23% des frais de mission et déplacement.

- **Honoraire et Publication**

Les frais d'honoraire et de publication constatent une forte augmentation suite à la mise en place d'un nouveau logiciel comptable au cours de l'année 2013 induisant l'intervention d'un prestataire externe. Solthis a célébré en 2013 ses 10 ans et organisé dans ce cadre trois journées scientifiques et une exposition de photographies à Paris.

- **Achat d'équipement et matériel**

La diminution constatée concerne principalement les acquisitions de véhicules.

NOTE14. IMPOTS ET TAXES, SALAIRES ET TRAITEMENTS ET CHARGES SOCIALES

- **Impôts et taxes**

Ce poste est principalement impacté par la baisse des taux applicables au calcul de la taxe sur les salaires.

- **Salaires et traitement**

En 2012, les salaires relatifs aux salariés nationaux dans nos pays d'intervention étaient comptabilisés en charges sociales pour un montant de 278K€. Ils ont été reclassés en salaires et traitements dans les états financiers en 2013.

L'effectif en équivalent temps plein passe en 2013 à 101, contre 91 sur l'exercice 2012.

Le nombre d'expatrié augmente, passant de 13.96 en 2012 à 17.94 en 2013.

NOTE15. RESULTAT FINANCIER

Les charges financières concernent les pertes de change constatées entre le taux de conversion utilisé dans le système comptable (taux de change au premier jour du mois) et le taux de conversion constaté lors de l'achat de devise (Dollar US, Leone Sierra-Leonais et Franc Guinéen).

NOTE16. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits exceptionnels concernent les cessions d'élément d'actif effectuées sur l'exercice 2013.

IX. HORS BILAN

- **Contrats de subventions pluriannuels**

Solthis bénéficie d'une convention de financement signée avec la Fondation Bettencourt-Schueller jusqu'au 31 décembre 2016 pour un montant global de 10 millions d'euros.

Solthis a signé en Mars 2013 une subvention de financement d'un montant de 1 485.0 K€ dont la période d'éligibilité court depuis le 01 Février 2013 pour une durée de 36 mois avec l'Initiative 5% pour l'implémentation du projet CASSIS.

Au 31/12/2013, 412.7 K€ ont été dépensé, laissant un solde de 1 072.3 K€ non engagés.

Le programme Solthis Mali bénéficie d'une subvention pluriannuelle signée pour un montant de 740.8 K €. Cette convention arrive à échéance en octobre 2015. Au 31/12/2013 le solde non consommé de ce financement s'élève à 613.4 K€.

Le projet OPP'ERA, ayant débuté en mars 2013 a été signé pour un montant de 61.8 K€. Ayant pour échéance le mois de Février 2016, la partie non consommée de la subvention s'élève au 31/12/2016 à 20.2K€.

- **Rémunérations des mandataires**

Les membres du conseil d'administration exercent bénévolement leurs fonctions.